



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
29 avril 2020  
Français  
Original : anglais

---

### **Lettre datée du 28 avril 2020, adressée au Secrétaire général et aux représentantes permanentes et aux représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par le Président du Conseil de sécurité**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de l'exposé de M. Zahir Tanin, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, ainsi que des déclarations faites par les représentantes et représentants de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, de la Belgique, de la Chine, de l'Estonie, des États-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie, de la France, de l'Indonésie, du Niger, de la République dominicaine, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de Saint-Vincent-et-les Grenadines, de la Tunisie et du Viet Nam, à l'occasion de la visioconférence convoquée le vendredi 24 avril 2020. Des déclarations ont également été faites par S. E. M. Ivica Dačić, Premier Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Serbie, et par M. Glauk Konjufca.

Conformément à la procédure définie dans la lettre datée du 2 avril 2020, adressée aux représentantes permanentes et aux représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par le Président du Conseil de sécurité (S/2020/273), qui a été convenue à la lumière des circonstances exceptionnelles créées par la pandémie de maladie à coronavirus COVID-19, le texte de l'exposé et des déclarations sera publié en tant que document officiel du Conseil de sécurité.

Le Président du Conseil de sécurité  
(*Signé*) José **Singer Weisinger**



## Annexe I

### **Déclaration de M. Zahir Tanin, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo**

Je voudrais tout d'abord exprimer mes condoléances à toutes les personnes qui, dans la zone de notre mission, ont été tellement touchées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). La pandémie pose un défi sans précédent au Kosovo et à la région et rappelle que de tels défis ne peuvent être relevés que par le biais de la coopération régionale.

Le bilan humain continue d'augmenter au Kosovo et dans toute la région. Au Kosovo, les autorités de santé publique, en consultation avec l'Organisation mondiale de la Santé et d'autres organismes internationaux, ont réagi rapidement pour mettre en place des mesures visant à freiner la propagation de la maladie, procédant notamment à la fermeture des frontières, instaurant d'importantes restrictions à la circulation, fermant les écoles et de nombreuses entreprises privées et isolant les municipalités gravement touchées. Du fait de sa population plus faible et de ses ressources plus limitées, le Kosovo reste particulièrement vulnérable à la menace d'une épidémie plus répandue ou d'une augmentation notable des cas critiques. Alors même que le personnel médical déploie des efforts héroïques, les ressources du Kosovo en matière de soins de santé sont mises à rude épreuve.

Par ailleurs, l'immense fardeau économique et social imposé par la crise sanitaire sur la fragile économie du Kosovo commence à peine à se faire sentir. Ce mois-ci, le Fonds monétaire international a approuvé un prêt d'urgence de 56,5 millions de dollars au Kosovo, destiné au secteur des soins de santé ainsi qu'à d'autres secteurs touchés par la crise, tandis que l'Union européenne vient de promettre quelque 100 millions d'euros de prêts accordés à des conditions avantageuses pour aider à stabiliser l'économie et à surmonter les difficultés de la balance des paiements. Certains États Membres ont également commencé à accroître leur soutien direct. Il faudra certainement en faire plus, et mettre en place de solides mesures de contrôle, de transparence et d'application du principe de responsabilité pour s'assurer que l'aide parvienne aux personnes qui en ont le plus besoin.

La coopération internationale a été galvanisée sur le terrain. La Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et l'équipe des Nations Unies au Kosovo coopèrent étroitement avec les autorités locales de santé publique et avec tous nos partenaires internationaux. Comme le Conseil s'y attendra, la MINUK adapte son travail, et nous sommes solidaires du peuple du Kosovo dans la lutte contre la pandémie de COVID-19. La Mission a révisé ses programmes pour 2020. Entre autres ajustements, elle a apporté un soutien direct aux municipalités et aux communautés les plus vulnérables. Nos plateformes en ligne et notre équipe de communication ont coopéré avec les médias et les partenaires locaux pour produire et diffuser des informations sur la santé, en partenariat avec l'équipe des Nations Unies au Kosovo. J'ai personnellement été en contact avec les dirigeants de la région, notamment le Premier Ministre albanais, M. Rama, et le Président de la Serbie, M. Vučić, pour solliciter leur aide afin de promouvoir une réponse inclusive et unifiée. La MINUK et ONU-Femmes intensifient leur aide aux refuges et aux autres mesures de lutte contre la violence domestique, les cas signalés ayant augmenté de 36 % au cours du mois de mars. Nous suivons de près les conséquences de cette pandémie sur les droits de l'homme, notamment le droit à la vie privée. Nous avons également pris toutes les mesures nécessaires pour assurer la santé et la sécurité du personnel de la Mission, et à ce jour, aucun cas de COVID-19 n'a été signalé parmi le personnel de la Mission ou tout autre personnel des Nations Unies au Kosovo.

Comme l'expérience le montre partout ailleurs, pour vaincre la COVID-19, il faut, au minimum, d'abord un gouvernement focalisé sur la question ; deuxièmement, mobiliser les personnes et les ressources ; et, troisièmement, un leadership fort. Les circonstances actuelles au Kosovo se caractérisent malheureusement par le fait que les divisions politiques ont détourné l'attention de nombreux dirigeants de la crise sanitaire. Ces divisions ont contribué à réduire la confiance du public dans les dirigeants politiques à un moment où le public ressent plus d'anxiété et plus d'incertitude. Depuis la fin de la période à l'examen, le paysage politique à Pristina est caractérisé par une polarisation entre les partis et des revendications de pouvoir concurrentes entre les factions. Cela s'est traduit par de vifs désaccords tant au sein de la coalition gouvernementale qu'entre le Gouvernement et le Président sur toute une série de questions, de la réponse à la pandémie à la levée des droits de douane sur les marchandises serbes et au dialogue avec Belgrade.

Les programmes contradictoires ont abouti à une motion de censure contre le gouvernement de coalition le 25 mars, au moment même où la crise de COVID-19 frappait. Un gouvernement intérimaire est en place, mais, au moment où je m'adresse au Conseil aujourd'hui, le Président a demandé qu'un nouveau gouvernement soit formé par une autre majorité, tandis que le Premier Ministre a qualifié cette action d'illégale, jurant de la contester devant la Cour constitutionnelle. Quelles que soient les prochaines étapes, il est clair à ce stade que le mécontentement populaire est palpable depuis des semaines. Il est essentiel que les incertitudes politiques n'interfèrent pas avec une action non partisane de lutte contre la pandémie.

Cette instabilité politique interne pourrait conduire le Kosovo à faire face à des défis supplémentaires en s'associant à des efforts plus larges pour faire face à la crise. Toutefois, je souhaite également souligner de nombreux exemples de coordination intercommunautaire et transfrontalière positive au moment où elle est le plus nécessaire. Les responsables de la santé à Pristina, dans le nord du Kosovo et à Belgrade ont récemment mis en place une communication et une coordination améliorées, qui faisaient défaut au début de cette crise. Les articles de première nécessité ont circulé plus librement à travers la frontière, tandis que le Gouvernement serbe a récemment fait don d'un lot de kits de dépistage aux autorités sanitaires de Pristina, sans tenir compte du fait que quelques personnalités de Pristina ont choisi de réagir négativement en suivant des lignes nationalistes. La solidarité dont font preuve les principaux professionnels de la santé et les responsables au-delà des clivages ethniques et politiques permet d'espérer que la coopération peut encore s'intensifier alors que le taux d'infection continue lui aussi d'augmenter.

La suppression du droit de douane de 100 % sur les importations en provenance de Serbie et de Bosnie-Herzégovine pour une période initiale, associée à l'introduction de mesures de réciprocité vis-à-vis de Belgrade, a été saluée par certains, bien que considérée comme insuffisante par d'autres. Quoi qu'il en soit, cette décision a marqué une étape vers la reprise de relations commerciales plus régulières et un retour aux principes de l'Accord de libre-échange d'Europe centrale. Il s'agit également d'une étape importante vers la reprise du dialogue politique entre Belgrade et Pristina. Je note que le Réseau européen des gestionnaires de réseaux de transport a voté en faveur d'un accord avec le gestionnaire du Kosovo KOSTT, ce qui constitue une réalisation importante pour faire progresser l'efficacité énergétique dans la région et pour mettre en œuvre l'accord sur l'énergie facilité par l'Union européenne.

S'il n'existe pas encore de feuille de route claire pour la poursuite du dialogue, certains signes laissent néanmoins penser que la question continue d'être étudiée, même si la priorité est accordée à l'urgence de la COVID-19. Je me félicite de la nomination par l'Union européenne d'un Représentant spécial chargé de faire

avancer le dialogue entre Belgrade et Pristina. Les récentes initiatives conjointes en matière d'infrastructures et de transport, lancées sous les auspices de l'Envoyé spécial du Président des États-Unis, constituent un autre exemple de la coopération pratique qui est possible dès lors qu'il existe une volonté politique mutuelle et un appui international. À plus long terme, il sera essentiel d'adopter une approche internationale coordonnée afin d'accompagner le dialogue entre Pristina et Belgrade facilité par l'Union européenne, qui reste notre meilleur espoir de parvenir à un accord global et de pérenniser la paix.

Cette crise a mis à l'épreuve les forces et les faiblesses des États Membres et des territoires partout dans le monde. Je souhaite, en guise de conclusion, rendre hommage aux dirigeants et aux professionnels des deux côtés de la frontière qui se prêtent main-forte dans la lutte contre la pandémie. J'exhorte les dirigeants politiques à suivre leur exemple et à conjuguer leurs énergies tout en mettant de côté leurs intérêts personnels et politiques. La MINUK, l'équipe des Nations Unies au Kosovo et nos partenaires continueront à mobiliser leurs ressources et leurs connaissances collectives pour les y aider. Je saisis cette occasion pour demander que l'on continue d'accorder au Kosovo un soutien direct afin qu'il puisse répondre à ses besoins très urgents en matière de santé et de protection sociale. Comme l'a souligné le Secrétaire général, ce n'est que par la solidarité et l'unité d'action que nous pourrions relever et surmonter cet énorme défi.

Je remercie tous les membres du Conseil de l'appui qu'ils continuent d'apporter à la MINUK.

## Annexe II

### **Déclaration de M. Marc Pecsteen de Buytsverve, Représentant permanent de la Belgique auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je remercie de son exposé le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), M. Zahir Tanin, et salue la présence des deux Ministres des affaires étrangères.

J'aborderai en premier l'évolution récente de la situation politique au Kosovo. Nous appelons les dirigeants politiques à faire preuve d'unité et de coopération dans l'intérêt de leur peuple. La stabilité politique est essentielle pour que le pays reste engagé sur la voie des réformes et poursuive ses aspirations européennes. Nous insistons en particulier sur les progrès qui doivent être réalisés dans le domaine de l'état de droit.

L'urgence imposée par la maladie à coronavirus (COVID-19) devrait inciter les dirigeants politiques à mettre de côté leurs divergences politiques et à fournir aux citoyens du Kosovo la protection et l'assistance dont ils ont besoin dans les circonstances actuelles. Fin mars, l'Union européenne a réaffecté à titre d'aide d'urgence 37 millions d'euros à ses partenaires des Balkans occidentaux et 5 millions d'euros au Kosovo pour la lutte contre la COVID-19. Une enveloppe supplémentaire de 61 millions d'euros destinée à des mesures de relance économique et des prêts est en attente d'approbation.

L'allocation efficace de ces ressources et autres moyens n'est pas une mince affaire. Elle nécessite un environnement politique stable qui favorise l'élaboration de politiques audacieuses et inclusives, accordant une attention particulière aux groupes vulnérables. Nous appelons les acteurs concernés à donner la priorité aux services de prévention et de lutte contre la violence fondée sur le genre, étant donné l'augmentation de la violence domestique signalée dans le monde entier, qui touche en particulier les femmes et les filles. Nous réitérons l'appel lancé par le Représentant spécial du Secrétaire général à toutes les institutions et parties prenantes du Kosovo pour qu'elles respectent les droits de l'homme et ne laissent personne de côté dans la lutte contre la COVID-19.

Le combat contre le virus et ses conséquences se trouve renforcé par une coopération régionale concrète et sans arrière-pensée. Nous saluons l'approche pragmatique adoptée par les autorités serbes et kosovares sur les questions de santé pendant la crise actuelle, laquelle est facilitée par les accords conclus préalablement dans le cadre du dialogue mené sous les auspices de l'Union européenne. Nous encourageons les parties à poursuivre et à étendre encore ces efforts dans l'intérêt de leurs populations.

Par ailleurs, la récente décision du Gouvernement kosovar de lever les tarifs douaniers sur les marchandises importées de Serbie et de Bosnie-Herzégovine a produit des résultats tangibles sur le terrain, puisque le flux de marchandises a repris. Nous nourrissons l'espoir que ce premier geste positif est le prélude à d'autres initiatives de renforcement de la confiance et à la reprise du dialogue entre Belgrade et Pristina mené sous les auspices de l'Union européenne. Nous appelons à la mise en œuvre des accords conclus dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne et saluons la récente nomination de Miroslav Lajčák en tant que Représentant spécial de l'Union européenne pour le dialogue entre Belgrade et Pristina et les autres questions régionales concernant les Balkans occidentaux. L'Union européenne reste déterminée à mettre fin au statu quo qui prévaut actuellement entre Pristina et Belgrade. Nous invitons les deux parties à coopérer avec le Représentant spécial de l'Union européenne en vue de parvenir à une normalisation globale des relations sous la forme d'un accord juridiquement contraignant.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer notre attachement à la justice transitionnelle. Les discours contradictoires sur le passé du Kosovo continuent à créer des divisions. Ce n'est qu'en affrontant son passé avec honnêteté que le Kosovo pourra consolider durablement la paix et la réconciliation. Il est important que les autorités se concertent et coopèrent avec la société civile et les organisations locales dans le cadre des efforts qu'elles mènent pour établir la vérité et la justice et obtenir des réparations pour les violations des droits de l'homme commises dans le passé. Les besoins des victimes doivent être placés au cœur du processus, une attention particulière devant être accordée au sort des personnes portées disparues et de leurs familles.

## Annexe III

### **Déclaration de M. Yao Shaojun, Ministre conseiller à la Mission permanente de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général Zahir Tanin de son exposé. Je remercie également M. Dačić, Premier Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Serbie, de sa présence et de sa déclaration. J'ai aussi écouté attentivement la déclaration qu'a faite M. Konjufca.

La résolution 1244 (1999) constitue une base juridique importante pour le règlement de la question du Kosovo. La Chine a toujours affirmé que la meilleure façon de résoudre la question du Kosovo passe par une solution mutuellement acceptable, établie sur la base du dialogue et de la concertation entre les parties concernées, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil. Nous nous félicitons des récents progrès à cet égard.

La Chine respecte la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Serbie. Nous comprenons ses préoccupations légitimes concernant la question du Kosovo et saluons les efforts qu'elle consent pour trouver une solution politique à ce problème. Nous espérons que le Kosovo fera preuve de la volonté politique nécessaire, lèvera les mesures tarifaires unilatérales qu'il a imposées et œuvrera à la reprise du dialogue entre les deux parties.

La réconciliation et la coexistence harmonieuse entre tous les groupes ethniques du Kosovo sont dans l'intérêt fondamental des personnes de toutes les communautés. En cette période critique, où le monde est confronté à l'extraordinaire défi que représente la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), la coopération et la solidarité sont plus impératives que jamais. La Chine espère que toutes les parties concernées feront passer en premier les intérêts du peuple, s'abstiendront de toute rhétorique ou action susceptible de compliquer ou d'aggraver la situation et mettront en place les conditions d'un règlement approprié de la question du Kosovo.

Dans ce contexte, il est important que le Conseil de sécurité reste saisi de la question du Kosovo. La Chine félicite le Représentant spécial du Secrétaire général Zahir Tanin et la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) des efforts qu'ils déploient activement en vue de trouver une solution politique à la question du Kosovo. Nous apprécions également à sa juste valeur l'action menée par la MINUK pour lutter contre la pandémie de COVID-19. La Chine appuie fermement la Mission dans la mise en œuvre diligente de son mandat et dans l'accomplissement de son rôle important. Nous invitons instamment les parties concernées à garantir la sécurité pleine et entière du personnel des Nations Unies et à créer les conditions propices à l'exécution de son mandat dans le cadre des paramètres convenus.

## Annexe IV

### **Déclaration de M. José Singer Weisinger, Envoyé spécial de la République dominicaine auprès du Conseil de sécurité**

Nous remercions le Représentant spécial Zahir Tanin de son exposé et de l'action louable que son équipe continue de mener sur le terrain pour s'acquitter intégralement de son mandat, même dans les circonstances actuelles. Nous remercions par ailleurs S. E. M. Ivica Dačić et M. Glauk Konjufca de leurs déclarations aujourd'hui.

Pour commencer, nous tenons à relayer l'appel du Secrétaire général à un cessez-le-feu mondial, ainsi que l'invitation par laquelle il a demandé que le monde se concentre sur la lutte contre la maladie à coronavirus (COVID-19). À cet égard, nous prenons note du fait que Belgrade a déclaré récemment être disposé à coopérer avec Pristina pour lutter contre la pandémie.

Nous tenons à féliciter les Kosovars pour le succès des récentes élections législatives, qui ont connu la plus forte participation jamais enregistrée pour une élection générale dans le pays et donné lieu à une passation de pouvoir démocratique et pacifique. Dans le même temps, nous regrettons l'impasse qui a ultérieurement provoqué la chute du gouvernement de coalition en place. Nous avons conscience des efforts entrepris par les autorités élues pour former un nouveau gouvernement et tenter de mettre au point un programme qui prenne en compte le désir du peuple kosovar d'aller de l'avant, et notamment de normaliser les relations avec Belgrade. Cela étant, nous invitons instamment les autorités politiques du pays à prendre en considération les conditions actuelles et à appliquer les mesures nécessaires pour lutter contre la COVID-19 avant de fixer la date des prochaines élections.

Nous prenons bonne note de la décision arrêtée par Pristina le 1<sup>er</sup> avril concernant les tarifs douaniers. Nous notons également que cette mesure incluait la suppression des droits de douane de 100 % grevant les marchandises en provenance de Bosnie-Herzégovine. Il est d'une importance vitale que les parties prennent des mesures susceptibles de contribuer à accélérer la reprise des négociations entre Pristina et Belgrade, en tenant compte des circonstances actuelles.

Nous estimons que la coopération et la promotion de mesures visant à instaurer la confiance constituent toujours un pilier important de la normalisation des relations. À cet égard, nous tenons à saluer la coopération affichée par le Gouvernement, la société civile et la communauté internationale en appui à ces mesures de confiance.

Nous sommes favorables aux initiatives entreprises par la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) en collaboration avec l'équipe des Nations Unies au Kosovo, en particulier celles qui visent l'autonomisation des jeunes, des femmes et de la société civile et celles qui s'efforcent de promouvoir le multilinguisme, le dialogue intercommunautaire et le respect des droits de la personne. Nous saisissons cette occasion pour féliciter M<sup>me</sup> Vjosa Osmani-Sadriu de son élection à la présidence de l'Assemblée du Kosovo. Elle est la première femme élue à ce poste. Nous adressons également nos félicitations à toutes les femmes qui ont récemment été élues à divers titres.

C'est le lieu de mentionner le rôle important qu'un système judiciaire fiable joue dans le renforcement de l'état de droit. Nous tenons donc à souligner les efforts déployés par le groupe de la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX) chargé du suivi des affaires pour renforcer l'accès à la justice et améliorer l'indépendance du pouvoir judiciaire.

Enfin, nous encourageons les parties à honorer les engagements pris au titre du Premier Accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations et à agir

---

dans le respect de la résolution 1244 (1999). Dans le même temps, nous disons une nouvelle fois apprécier et appuyer le travail accompli au Kosovo par la MINUK, la Force internationale de sécurité au Kosovo, l'Union européenne, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et EULEX, dans la quête de la consolidation de la paix.

## Annexe V

### **Déclaration de M. Gert Auväärt, Représentant permanent adjoint de l'Estonie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je remercie M. Zahir Tanin, Représentant spécial du Secrétaire général, de son exposé. Nous remercions également de leurs déclarations le Premier Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Serbie, M. Ivica Dačić, et le Ministre des affaires étrangères du Kosovo, M. Glauk Konjufca.

L'Estonie remercie tout particulièrement M. Tanin pour le dernier rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) (S/2020/255), et le félicite de sa direction des travaux de la MINUK, qui a contribué à faire progresser la démocratisation du Kosovo et à promouvoir les droits de la personne. Nous apprécions également que la MINUK appuie la participation des femmes aux processus de prise de décision, ainsi que ses initiatives à l'intention des jeunes et les actions qu'elle mène pour lutter contre les violences fondées sur le genre. Durant cette période critique que représente la crise de la maladie à coronavirus (COVID-19), nous saluons les mesures positives prises par la MINUK, comme le don de matériel médical au Ministère de la santé du pays.

Nous tenons à souligner que la motion de censure parlementaire a compliqué davantage la situation politique au Kosovo en pleine pandémie de COVID-19. La stabilité politique doit être rétablie dès que possible, et tous les acteurs politiques doivent travailler de concert pour s'assurer que les citoyens reçoivent l'assistance médicale et le soutien économique dont ils ont besoin. Nous appelons donc les responsables politiques et institutionnels du Kosovo à unir leurs efforts pour atténuer l'incidence sociale et économique de la COVID-19.

Nous soulignons ici la contribution apportée par la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX) pour aider le pays, en particulier en ces temps difficiles. Ainsi, EULEX a récemment contribué à renforcer les capacités des organes de sécurité au sein des institutions de l'Administration pénitentiaire du Kosovo en faisant don de matériel informatique pour aider son personnel à tenir des réunions virtuelles.

La normalisation des relations entre la Serbie et le Kosovo est la clef de la stabilité régionale, et le dialogue devra reprendre après la fin de la pandémie. Nous nous félicitons de la nomination, en début de mois, de M. Miroslav Lajčák en tant que Représentant spécial de l'Union européenne pour le dialogue entre Belgrade et Pristina et les autres questions régionales concernant les Balkans occidentaux, et lui souhaitons plein succès dans ses entreprises.

Nous accueillons favorablement la décision du Gouvernement kosovar de lever les droits de douane sur les importations en provenance de Serbie et de Bosnie-Herzégovine. C'est là un premier pas important vers la reprise du dialogue. Nous sommes également heureux que le Président serbe, M. Aleksandar Vučić, ait affirmé être prêt à coopérer sans réserve avec les autorités de Pristina pour lutter contre l'épidémie et aider le peuple kosovar. Au fil du temps, et à mesure que les deux pays continuent de faire preuve de bonne foi, il faut espérer que les défis auxquels le Kosovo et la Serbie sont confrontés seront de plus en plus abordés dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne, ce qui reste impératif pour que l'un et l'autre puissent avancer sur la voie de l'adhésion à l'Union.

En ce qui concerne le processus d'intégration du Kosovo dans l'Union européenne, nous attendons avec intérêt que ce dernier poursuive la mise en œuvre de l'Accord de stabilisation et d'association, qui revêt aussi une importance pour parachever des réformes supplémentaires à l'appui du développement

socioéconomique, de l'état de droit et de la lutte contre la corruption et la criminalité organisée. Par conséquent, à mesure qu'une coopération étroite avec EULEX va gagner en importance, nous serions ravis que la MINUK fasse l'objet d'un examen stratégique.

Enfin, nous espérons que le plan proposé par le Président Macron et la Chancelière Merkel, concernant l'organisation, à Paris, d'une réunion au sommet entre la Serbie et le Kosovo, avec la participation des dirigeants des deux parties et du Haut-Représentant de l'Union européenne, M. Borrell, se concrétisera.

Face à la crise sanitaire mondiale causée par la COVID-19, faisons front ensemble, dans la solidarité, l'unité et la compassion, conformément à l'appel du Secrétaire général.

**Annexe VI****Déclaration de M. Wadid Benaabou, Conseiller politique adjoint à la Mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais et français]

Je tiens à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Zahir Tanin, pour son exposé. Je me félicite également de la participation à cette vidéoconférence du Premier Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Serbie et du Ministre des affaires étrangères du Kosovo.

En ce qui concerne le Kosovo, l'une des premières priorités de la France est la normalisation des relations entre Pristina et Belgrade, dans le cadre du dialogue mené sous l'égide de l'Union européenne. Cet objectif est notre boussole et je voudrais faire deux remarques à cet égard.

Tout d'abord, la France se félicite de la nomination, le 3 avril dernier, de Miroslav Lajčák comme Représentant spécial de l'Union européenne pour le dialogue entre Belgrade et Pristina. Nous soutenons pleinement la médiation de l'Union européenne, ce différend étant une question de sécurité européenne. Nous appelons les dirigeants du Kosovo et de la Serbie à dialoguer avec M. Lajčák.

Deuxièmement, nous nous félicitons de l'annonce, le 1<sup>er</sup> avril, par le Gouvernement intérimaire du Kosovo de la suspension totale des droits de douane à 100 % sur les marchandises en provenance de la Serbie et de la Bosnie-Herzégovine. Il s'agit d'un pas important dans la bonne direction. Le flux de marchandises entre la Serbie et le Kosovo a redémarré, ce qui est un développement important. Nous encourageons les deux parties à prendre de nouvelles mesures pour permettre la reprise du dialogue mené par l'Union européenne.

Nous sommes conscients que la poursuite de cet objectif se déroule dans un contexte difficile, en raison de la mobilisation de toutes les ressources dans la lutte contre la pandémie de COVID-19. La crise de COVID-19 montre néanmoins que la coopération est le meilleur moyen de lutter contre les défis communs, et je me félicite à cet égard de la coopération entre Belgrade et Pristina sur le terrain pour lutter contre la pandémie, qui, nous l'espérons, contribuera à rétablir la confiance entre les parties. En outre, compte tenu de la situation politique au Kosovo, nous appelons toutes les parties prenantes à laisser de côté leurs divergences politiques et à donner la priorité à la lutte contre la COVID-19.

Je réitère également le soutien de la France à l'action de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, qui œuvre sans relâche pour promouvoir la sécurité, la stabilité et le respect des droits de l'homme au Kosovo et dans la région. Son action en faveur du rapprochement des communautés et de la promotion du programme pour les femmes et la paix et la sécurité est essentielle et doit être saluée. Ces efforts doivent se poursuivre, en conjonction avec les initiatives d'autres acteurs régionaux et internationaux, en particulier la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo mission.

La France est convaincue que la Serbie et le Kosovo ont un avenir européen commun. Afin de construire cet avenir, nous continuerons à soutenir les réformes nécessaires à la consolidation de l'état de droit et au développement socio-économique. En soutien à la médiation menée par l'Union européenne, nous intensifierons nos efforts pour faciliter la conclusion d'un accord global, définitif et juridiquement contraignant entre les deux parties, qui contribuera à la stabilisation durable des Balkans occidentaux.

## Annexe VII

### **Déclaration de M. Jürgen Schulz, Représentant permanent adjoint de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Le monde a changé au cours des dernières semaines. Aujourd'hui, nous sommes tous confrontés à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Cela vaut également pour les pays des Balkans occidentaux. Nous nous félicitons de la façon dont le Gouvernement du Kosovo fait face à cette pandémie. Il a pris des mesures rapides et efficaces pour limiter la propagation du coronavirus et atténuer les effets de la crise sur le pays. Nous appelons tous les acteurs et décideurs dans le pays à œuvrer de concert à cet égard. En ce moment, le Kosovo a besoin de stabilité, et tous les acteurs doivent agir de manière responsable et dans l'intérêt des citoyens du Kosovo. Nous saluons la coopération transfrontalière entre le Gouvernement du Kosovo et le Gouvernement serbe pour lutter ensemble contre la crise sanitaire. C'est un signe encourageant qu'il est possible de faire des progrès lorsque tous les acteurs poursuivent le même objectif. Cet esprit de collaboration doit être un exemple positif en matière de règlement des différends.

Les problèmes qui persistent en ce qui concerne les relations entre le Kosovo et la Serbie constituent toujours une source de tensions bilatérales, un obstacle dans la vie quotidienne des citoyens des deux pays et une pierre d'achoppement sur la voie de l'intégration européenne du Kosovo et de la Serbie. Il est clair qu'il faut améliorer de toute urgence les relations entre le Kosovo et la Serbie. L'objectif doit être de parvenir à un accord global, juridiquement contraignant, durable, permettant aux deux pays de devenir membres de l'Union européenne et contribuant à la stabilité régionale. À cette fin, il faudra mener des négociations bien structurées auxquelles l'Union européenne apportera une contribution importante en tant que facilitateur du dialogue. Dans ce contexte, nous nous félicitons vivement de la nomination, tout récemment, du nouveau Représentant spécial de l'Union européenne pour le dialogue entre Belgrade et Pristina, M. Miroslav Lajčák, et nous nous réjouissons à la perspective de travailler en étroite collaboration avec lui.

Nous nous félicitons également de la levée par le Gouvernement du Kosovo des droits de douane sur les marchandises en provenance de Serbie et de Bosnie-Herzégovine à compter du 1<sup>er</sup> avril. Au cours des trois premières semaines qui ont suivi la suppression de ces droits de douanes, les échanges commerciaux ont été menés librement de part et d'autre de la frontière. Cette mesure était une condition préalable à la reprise par la partie kosovare du dialogue mené sous l'égide de l'Union européenne. Les autres griefs, comme par exemple les barrières commerciales non tarifaires, doivent être réglés dans le cadre du dialogue entre le Kosovo et la Serbie. L'Union européenne a offert son soutien à cet égard.

Nous appelons les deux parties à renforcer davantage la confiance. La Serbie doit notamment mettre un terme à sa campagne de non-reconnaissance du Kosovo. Les deux parties doivent également adopter une rhétorique de conciliation l'une envers l'autre et lancer des efforts de communication en toute transparence à l'intention de leurs administrés, pour leur expliquer pourquoi il est dans leur intérêt mutuel de conclure un accord global.

Nous continuons à appuyer les efforts déployés par le Kosovo pour adopter et mettre en œuvre une approche axée sur les rescapés afin de lutter contre les violences sexuelles liées au conflit, conformément à la résolution 2467 (2019). À cet égard, nous saluons les travaux en cours de la commission gouvernementale du Kosovo chargée de vérifier et de reconnaître le statut de victimes de violences sexuelles liées au conflit, qui a jusqu'à présent accordé le statut de victime à 785 personnes ayant présenté des demandes, dont 758 femmes et 27 hommes. Nous appelons

les institutions kosovares à intensifier leurs efforts visant à donner aux femmes victimes de violences sexuelles liées au conflit, issues de différentes communautés, les moyens de surmonter leur isolement, de contribuer au bien-être de leur famille et d'élever leur statut et leur rôle au sein de leur communauté.

Dans le même temps, il est essentiel que les femmes participent véritablement et dans des conditions d'égalité au processus politique. Nous appelons le Représentant spécial de l'Union européenne à associer les femmes et la société civile au dialogue et la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo à intégrer les questions de genre dans tous ses travaux et politiques.

Qu'il me soit permis de conclure par un exemple concret de la nécessité et de l'intérêt d'une coopération régionale plus étroite. Avec nos partenaires français, nous avons lancé une feuille de route régionale pour les Balkans occidentaux afin de renforcer le contrôle d'armes légères, qui sont trop facilement disponibles dans la région. Nous nous félicitons des progrès réalisés tant au niveau national en ce qui concerne la mise en place de nouvelles capacités qu'au niveau régional en matière de renforcement de la coopération et de la coordination transfrontalières. La conférence ministérielle présidée par les Ministres allemand et français des affaires étrangères le 31 janvier a réaffirmé l'engagement ferme de l'ensemble de la région à traduire ces progrès en succès et à régler durablement le problème de la circulation illicite des armes dans les Balkans occidentaux.

## Annexe VIII

### **Déclaration de M. Mushin Syihab, Représentant permanent adjoint de la République d'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Au nom de ma délégation, je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Zahir Tanin, de son exposé. Je salue également la participation du Premier Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Serbie, S. E. M. Ivica Dačić.

Je m'associe aux autres orateurs pour exprimer notre préoccupation à la lumière des événements récents sur le terrain. Aujourd'hui, je souhaite porter les trois points suivants à l'attention du Conseil.

Premièrement, il faut rétablir le dialogue immédiatement. Il est regrettable que le dialogue facilité par l'Union européenne soit à l'arrêt. Tout moyen pacifique de relancer les pourparlers doit être examiné par toutes les parties. Les plus hautes personnalités politiques doivent montrer leur attachement au dialogue pour convaincre leur électorat de leur attachement profond à la paix. La lutte contre le crime organisé et la corruption et la promotion du développement économique ne progresseront pas tant que le dialogue n'aura pas repris.

Nous condamnons les actes de profanation et de vandalisme commis dans des sites religieux et des cimetières, qui font partie des effets néfastes de l'absence de dialogue. Ces incidents doivent être pris très au sérieux.

Deuxièmement, je voudrais parler du rôle important que joue la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) dans le maintien de la stabilité régionale. L'Indonésie salue les multiples approches mises en place par la MINUK pour collaborer avec les communautés locales grâce au renforcement des capacités et à l'organisation de tables rondes et d'ateliers. Le concours qu'elle apporte au Groupe de travail sur les personnes portées disparues à la suite des événements survenus au Kosovo représente un pont en vue de refermer les plaies causées par le conflit.

La MINUK mérite également la reconnaissance du Conseil pour être devenue la première opération de maintien de la paix à obtenir de l'Organisation internationale de normalisation la norme ISO 9001 :2015 relative à la gestion de la qualité pour les opérations d'appui à la mission sur le terrain de bout en bout. Cela confirme clairement que les opérations de la MINUK sont adaptées aux besoins du client, transparentes et responsables, ce qui témoigne d'une culture de performance souhaitable.

Ma troisième et dernière observation porte sur les mesures de prévention contre la maladie à coronavirus (COVID-19). Le rapport du Secrétaire général (S/2020/255) souligne que les autorités de Pristina ont déclaré l'état d'urgence sanitaire dans la région en réaction à l'augmentation du nombre de cas confirmés. Comme nous le savons, cette pandémie a appelé l'attention sur l'importance de la coopération et la nécessité de protéger les populations vulnérables. La collaboration avec ses voisins joue un rôle capital dans la gestion, la maîtrise et l'élimination de la pandémie. Il est donc crucial que les autorités de Pristina commencent à collaborer avec les communautés voisines afin de régler ce problème rapidement. Nous appelons à l'unité d'action dans la lutte contre la COVID-19 et les conséquences qu'elle pourrait avoir sur la sécurité afin d'empêcher que la situation ne se détériore.

S'il y a un enseignement à retenir de la pandémie actuelle, c'est que nous devons nous employer sérieusement à parvenir à l'unité et à la paix à l'échelle mondiale. Il est temps de mettre de côté toutes les inimitiés passées et d'apprendre à vivre comme un seul cœur humain – un cœur qui bat pour la cause de la paix de toutes les nations et de toutes les personnes.

## Annexe IX

### **Déclaration de M. Abdou A Barry, Représentant permanent du Niger auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je tiens en premier lieu à souhaiter la bienvenue à S. E. M. Ivica Dačić, Premier Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Serbie, et à S. E. M. Glauk Konjufca, Ministre des affaires étrangères du Kosovo, qui se sont joints à nous ce matin.

Je remercie également M. Zahir Tanin, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), de son exposé précis et détaillé sur les activités de la Mission.

Ma délégation se félicite de l'organisation d'élections parlementaires anticipées au Kosovo le 6 octobre 2019, qui, selon les observateurs locaux et internationaux, se sont déroulées dans de bonnes conditions en dépit des incidents survenus à certains endroits.

Cependant, nous déplorons le blocage du dialogue entre Pristina et Belgrade en dépit des efforts inlassables des acteurs régionaux et internationaux. La reprise du dialogue, avec des concessions mutuelles visant à éliminer tous les obstacles aux négociations, contribuerait à la normalisation des relations entre les deux parties.

La situation en matière de sécurité au Kosovo, marquée par des incidents visant des sites religieux et des cimetières et par des actes de terrorisme, dont certains auteurs avaient été rapatriés de Syrie, mérite une attention particulière.

Nous saluons les efforts que déploie l'Organisation internationale pour les migrations, en coopération avec la MINUK et la Division de la prévention et de la réintégration du Ministère de l'Intérieur du Kosovo, pour rédiger des lignes directrices afin d'évaluer les besoins en matière de réintégration et de renforcer les capacités des autorités locales et centrales.

Le retour des communautés au Kosovo, la réconciliation et les relations entre les communautés sont des dynamiques qui requièrent l'appui de la communauté internationale – avant tout l'ONU. À cet égard, la MINUK, en partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Ministère kosovar des communautés et des retours, a entamé une série de réunions de coordination en vue de remédier aux défis qui touchent les personnes déplacées et le processus de retour volontaire en renforçant la coopération et la coordination institutionnelle. Ce processus, auquel participent les autorités locales et centrales ainsi que les organisations de la société civile, doit être encouragé. C'est pourquoi j'appelle à la solidarité internationale pour appuyer le fonds d'affectation spéciale, créé sur recommandation du Groupe consultatif sur les droits de l'homme de la MINUK pour venir en aide aux communautés touchées par le saturnisme.

Les efforts visant à promouvoir la sécurité et la stabilité au Kosovo et dans la région resteront vains s'ils ne s'accompagnent pas de mesures de consolidation de l'état de droit et de promotion des droits de l'homme.

Premièrement, en ce qui concerne la consolidation de l'état de droit, l'inculpation de personnes soupçonnées de crimes de guerre contre la population civile dans certaines municipalités est louable à maints égards. Il en va de même des consultations publiques auxquelles participent la MINUK, la société civile, les institutions universitaires et les communautés locales pour réfléchir aux modalités de création d'une commission vérité et réconciliation.

Deuxièmement, en matière de promotion des droits humains, le renforcement des capacités du Bureau du médiateur du Kosovo et de l'agence de statistiques du Kosovo a permis d'appliquer une politique de collecte, d'analyse et d'utilisation des données fondée sur les droits humains. Cette approche contribue à améliorer le suivi et l'évaluation des progrès dans ce domaine et à garantir que les engagements pris dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 sont atteints dans le respect du droit international des droits de l'homme.

En outre, il convient d'encourager les efforts de la MINUK visant à renforcer la capacité des organisations de la société civile à surveiller et signaler les violations des droits humains et à appuyer leur collaboration avec les mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies.

Les mesures prises par la MINUK dans le contexte du renforcement des institutions et de la consolidation de l'état de droit au Kosovo méritent d'être mentionnées.

Le Niger salue la formation au leadership dispensée à des femmes par la MINUK, en partenariat avec ONU-Femmes et l'Union européenne, afin de leur donner les moyens d'influencer les processus politiques et de paix, dans le contexte de la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000), sur les femmes et la paix et la sécurité.

En 2018, le Forum des Nations unies sur le renforcement de la confiance au Kosovo a été organisé à Ljubljana. Conformément aux recommandations du Forum et avec le soutien de la MINUK, le Kosovo Law Institute (Institut juridique du Kosovo) a fourni une aide juridictionnelle gratuite concernant les droits de propriété des femmes, les droits des minorités, des personnes déplacées, des réfugiés et des demandeurs d'asile, ainsi que les droits des détenus.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie-cadre pour les jeunes, la paix et la sécurité, la Mission, en partenariat avec le United Youth Task Force, a lancé un projet de renforcement des capacités visant à encourager la participation des jeunes de toutes les communautés à la prise par la valorisation des conseils municipaux de la jeunesse et par la prise en compte des jeunes dans le processus budgétaire.

Pour conclure, ma délégation souhaiterait obtenir de M. Tanin davantage de détails sur les mesures prises par la MINUK pour aider le Gouvernement du Kosovo à faire face à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

**Annexe X****Déclaration de M. Vassily Nebenzia, Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Nous remercions M. Zahir Tanin, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, de son exposé. Nous saluons la participation de M. Ivica Dačić, Premier Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la République de Serbie. Nous avons écouté attentivement ce que M. Konjufca avait à dire aujourd'hui.

Au passage, lorsque je regarde le drapeau qui se trouve derrière M. Konjufca, j'ai du mal à reconnaître de quel drapeau il s'agit. À en juger par les couleurs, il pourrait s'agir du drapeau suédois ou ukrainien, ou encore du drapeau de la Barbade. Ou, puisque nous parlons des Balkans, peut-être est-ce celui de la Bosnie-Herzégovine ? Or, je constate que M. Konjufca s'est exprimé en vertu de l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil. Nous voudrions par conséquent demander que tous ceux qui s'expriment en vertu de cet article soient informés des symboles appropriés que l'on peut voir en arrière-plan lorsqu'ils font un exposé au Conseil.

La situation au Kosovo continue de se détériorer. La description flatteuse des réalisations démocratiques du Kosovo qui nous a été présentée et qu'on a pu entendre pendant la présente réunion ne nous a pas convaincus du contraire. Nous n'avons pas cessé de répéter que ce projet n'est pas viable.

Nous avons entendu aujourd'hui qu'une nouvelle crise politique était imminente au Kosovo. Qui plus est, les dirigeants albanais du Kosovo ne se montrent nullement intéressés par un dialogue entre Belgrade et Pristina, malgré la volonté de la Serbie de reprendre les négociations sur la levée des droits de douane discriminatoires imposés par Pristina. De nombreux pays occidentaux se sont empressés de se féliciter, comme ils l'ont fait aujourd'hui, de l'annonce par M. Albin Kurti que les droits de douane étaient abolis à compter du 1<sup>er</sup> avril. Le fait est qu'ils n'ont été que temporairement suspendus et que, parallèlement, Pristina a formulé des exigences encore plus inacceptables à l'égard de Belgrade.

Nous sommes conscients et avons pris note des efforts des États-Unis et de l'Union européenne pour créer les conditions d'une reprise du dialogue. Nous pensons que ces tentatives échoueront si elles font fi des dispositions de la résolution 1244 (1999) et si les mesures unilatérales introduites par Pristina ne sont pas levées.

Le dialogue entre Belgrade et Pristina facilité par l'Union européenne est toujours au point mort, avant tout parce que l'Union européenne n'a pas fait en sorte que les Albanais du Kosovo honorent les obligations contractées il y a sept ans, à savoir la création d'une communauté des municipalités serbes du Kosovo. Nous espérons que M. Miroslav Lajčák, le nouveau Représentant spécial de l'Union européenne pour le dialogue entre Belgrade et Pristina et les autres questions régionales concernant les Balkans occidentaux, sera en mesure de trouver une solution à ce problème.

Nous continuons à déplorer les plans soutenus par certains États Membres visant à créer une « armée du Kosovo », qui vont à l'encontre des dispositions de la résolution 1244 (1999) et ne conduiront qu'à une déstabilisation de la situation au Kosovo et dans l'ensemble des Balkans. Nous appelons l'attention de nos collègues américains sur le fait que le camp Bondsteel de l'OTAN a été créé dans le cadre d'une opération de maintien de la paix destinée à mettre en œuvre la résolution 1244 (1999), mais qu'il s'est transformé au fil du temps en une base militaire américaine *de facto* au Kosovo. Ce site est aujourd'hui utilisé pour former des unités

albanaises du Kosovo dans le but de créer une force armée kosovare – ce qui est contraire aux dispositions de la résolution 1244 (1999).

Nous attendons toujours des informations concrètes sur les auteurs de l'incident qui s'est produit dans la municipalité de Zubin Potok le 28 mai 2019, au cours duquel des fonctionnaires de la Mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo (MINUK) ont été arrêtés et passés à tabac par la police du Kosovo. Ce crime n'a fait l'objet d'aucune enquête et ses auteurs restent impunis. Nous exigeons qu'une enquête approfondie soit menée et que les responsables soient traduits en justice.

Les actes de vandalisme contre les sites religieux et les cimetières serbes se poursuivent également. Voilà plusieurs années que la décision rendue concernant la parcelle de terrain appartenant au monastère de Visoki Dečani reste lettre morte.

Pristina continue de refuser de coopérer avec Belgrade dans l'enquête sur le meurtre d'Oliver Ivanović, cet homme politique serbe du Kosovo assassiné en janvier 2018. En décembre 2019, six Serbes du Kosovo ont été inculpés dans cette affaire, mais il y a de sérieux doutes quant à l'impartialité de la procédure d'enquête.

Nous devons une fois de plus signaler que les Chambres spécialisées du Kosovo et le Bureau du Procureur spécialisé à La Haye ne font rien pour enquêter sur les crimes commis par l'Armée de libération du Kosovo. Après de nombreuses années de procédures administratives interminables menées par une coûteuse armée de juges, de procureurs et d'experts, pas une seule inculpation n'a encore été prononcée. Cette comédie juridique dure depuis 2011, année où l'Union européenne a décidé d'enquêter sur les faits dénoncés dans le rapport de M. Dick Marty, ancien membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Nous avons une question à poser : quand les criminels qui ont commis de nombreuses atrocités contre les Serbes, y compris le commerce d'organes humains, seront-ils traduits en justice ?

Le Président serbe a proposé une coopération entre Belgrade et Pristina pour lutter contre la maladie à coronavirus (COVID-19). Nous nous en félicitons, mais nous observons avec inquiétude que des médias kosovars ont publié les données personnelles de Serbes du Kosovo infectés par la maladie. C'est irresponsable et inacceptable.

En conclusion, nous soutenons Belgrade et Pristina dans leurs efforts pour parvenir à une solution durable et mutuellement acceptable fondée avant tout sur la résolution 1244 (1999) – une solution conforme au droit international et approuvée par le Conseil de sécurité. Aucune accélération de la normalisation dite définitive entre Belgrade et Pristina ni aucun délai imposé de manière artificielle ne permettra d'atteindre cet objectif. Le Conseil doit continuer de soutenir la MINUK, qui est une présence internationale indispensable au Kosovo et qui joue un rôle de premier plan dans la surveillance de la situation, le maintien de la stabilité et la création de conditions propices à une solution négociée.

## Annexe XI

### **Déclaration de M<sup>me</sup> Halimah DeShong, Deuxième Représentante permanente adjointe de Saint-Vincent-et-les Grenadines auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Nous remercions le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Tanin, pour ses précieuses mises à jour, pour sa coopération continue avec le Conseil de sécurité et pour avoir présenté le rapport complet du Secrétaire général (S/2020/255) sur les activités de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK). Nous souhaitons la bienvenue à tous les représentants à cette séance virtuelle.

Nous tenons d'abord à prendre acte de tous les efforts visant à riposter à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), qui continue d'avoir des conséquences de grande portée pour la paix et la sécurité internationales. Cette riposte doit être le fruit d'une collaboration et, à cet égard, nous encourageons tous les États et les organes et organismes multilatéraux à coopérer de manière constructive.

Saint-Vincent-et-les Grenadines souligne la nécessité d'un engagement de bonne foi des deux parties en faveur d'une solution politique pacifique. À cet égard, nous demandons instamment aux parties d'utiliser les outils de la diplomatie, notamment le dialogue, la médiation, les négociations politiques et d'autres moyens pacifiques.

Nous saisissons cette occasion pour condamner les incidents ciblant des sites religieux et des cimetières, comme le mentionne le rapport du Secrétaire général. Ces actes empêchent la création et le maintien d'un environnement propice à la stabilité et au progrès.

Nous soulignons l'importance de la participation des femmes au processus de paix et saluons le travail de la MINUK qui contribue à faire progresser la participation politique des femmes.

Saint-Vincent-et-les Grenadines salue les efforts de la MINUK pour promouvoir la sécurité et la stabilité au Kosovo et se félicite de toutes les initiatives prises à cette fin, notamment l'engagement auprès des jeunes et la mise en œuvre des recommandations du Forum des Nations Unies sur le renforcement de la confiance au Kosovo de 2018. Nous prenons note également de l'étroite coopération de la MINUK avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et les organismes nationaux dans l'exécution de son mandat.

Enfin, nous notons avec inquiétude la situation politique difficile au Kosovo et nous espérons une solution pacifique et viable.

## Annexe XII

### **Déclaration de M. Jerry Matjila, Représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Qu'il me soit permis d'emblée de saluer le travail mené par la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), avec le soutien de l'équipe des Nations Unies au Kosovo. Je voudrais également remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Zahir Tanin, pour son exposé, et souligner le rôle important du Secrétaire général dans la création d'un environnement propice au compromis, à la réconciliation et à la stabilité au Kosovo, comme le souligne son dernier rapport (S/2020/255) en date du 31 mars 2020.

Nous tenons à rappeler que la présence de l'ONU au Kosovo est essentielle pour parvenir à une solution pacifique et durable et pour encourager la coopération entre toutes les parties et acteurs concernés. Nous voudrions également saisir cette occasion pour féliciter la MINUK d'être devenue la première opération de maintien de la paix à obtenir de l'Organisation internationale de la normalisation la norme relative à la gestion de la qualité pour les opérations d'appui à la mission sur le terrain de bout en bout. C'est une réalisation louable pour l'équipe de la MINUK.

L'Afrique du Sud continue à soutenir le travail de la MINUK et son engagement constructif avec toutes les parties prenantes pour créer un environnement propice au compromis, à la réconciliation, à l'unité et à la stabilité au Kosovo. À cet égard, nous soutenons la poursuite de sa coopération avec ONU-Femmes et l'autonomisation des femmes et des jeunes dans la consolidation de la paix et la formation.

Nous tenons également à réitérer notre soutien à la poursuite de l'engagement avec les autorités et la société civile, ainsi qu'avec les partenaires bilatéraux et internationaux, en faveur de l'instauration de la paix et de la confiance intercommunautaire au Kosovo.

Nous notons avec inquiétude l'impasse actuelle, qui a mis un terme au dialogue politique, et nous appelons les deux parties à s'engager à nouveau dans le dialogue et à prendre les mesures nécessaires pour remettre le processus sur les rails.

Nous appelons les parties à redoubler d'efforts pour réduire les tensions pendant cette période, car elles compromettent toute perspective de dialogue et de réconciliation fructueux à l'avenir. Les divergences de vues entre les parties concernant les conditions de la reprise des négociations ont des conséquences négatives sur les progrès. Ce n'est que par le dialogue que les désaccords existants peuvent être résolus et que les bases d'un règlement politique inclusif et équitable, acceptable pour les deux parties, peuvent être jetées. Nous pensons que, grâce à des mesures de confiance, un dialogue soutenu entre les parties prévaudra.

Nous saluons les efforts déployés par toutes les parties pour répondre aux défis posés par le début de la pandémie de maladie à coronavirus. Nous espérons que l'esprit de compromis sera la base de négociations pour un règlement politique inclusif, équitable et acceptable pour les deux parties.

## Annexe XIII

### **Déclaration de M. Kais Kabtani, Représentant permanent de la Tunisie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Tout d'abord, je remercie M. Zahir Tanin pour son exposé sur le rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) (S/2020/255). Je souhaite une chaleureuse bienvenue à S. E. M. M. Ivica Dačić, Premier Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Serbie, et à M. Glauk Konjufca.

Alors que nous réitérons notre appréciation du rôle de l'ONU et du Représentant spécial du Secrétaire général au Kosovo dans la protection des droits de l'homme, le renforcement des institutions et la création d'une plateforme pour un système politique stable, nous soulignons l'importance de poursuivre les efforts pour trouver un règlement politique entre Belgrade et Pristina.

À cet égard, la Tunisie exprime son soutien au dialogue, sous les auspices de l'Union européenne, entre les deux parties. Ce dialogue demeure le cadre idéal pour résoudre les questions en suspens entre les deux parties et le seul moyen de parvenir à des solutions qui conduiront à un règlement global.

Nous nous félicitons de la désignation d'un nouveau Représentant spécial de l'Union européenne au Kosovo chargé de faciliter le dialogue entre Belgrade et Pristina, et nous espérons que cela imprimera un nouvel élan au dialogue. Nous saluons également l'initiative de la France et de l'Allemagne d'organiser un sommet sur le Kosovo lorsque les conditions seront réunies.

De même, nous demandons à la communauté internationale de poursuivre ses efforts pour encourager Pristina et Belgrade à mettre de côté leurs divergences et à se concentrer sur la recherche de solutions consensuelles dans le cadre des résolutions du Conseil de sécurité.

Dans ce contexte, la Tunisie se félicite des mesures concrètes prises par Belgrade et Pristina, avec le soutien des États-Unis, pour promouvoir la connectivité et la coopération régionale en s'engageant à œuvrer à l'instauration de liaisons aériennes, ferroviaires et routières directes.

Alors que nous soulignons l'importance des principes de souveraineté et d'intégrité territoriale, nous invitons instamment les deux parties à poursuivre les pourparlers officiels et à reconsidérer toutes les mesures unilatérales qui empêchent un dialogue significatif.

Enfin, nous saluons la communication et la collaboration transfrontalières positives en réponse à la pandémie de maladie à coronavirus. Nous espérons que cela débouchera sur une grande solidarité qui créera un environnement propice au dialogue.

Nous réitérons également notre plein soutien à l'ensemble du personnel des Nations Unies et à la MINUK en ces temps difficiles et incertains dus à la pandémie. Nous saluons les efforts de la MINUK pour apporter un soutien direct aux communautés les plus vulnérables du Kosovo.

## Annexe XIV

### **Déclaration de M. David Clay, Coordinateur politique à la Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je tiens en premier lieu à remercier le Représentant spécial et son équipe de leur engagement et de leur dévouement sans faille envers le Kosovo, comme l'illustre le rapport détaillé sur les activités de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) (S/2020/255). Je voudrais également remercier S. E. le Ministre des affaires étrangères de la Serbie et S. E. le Ministre des affaires étrangères du Kosovo de leurs exposés de ce matin.

La situation au Kosovo en 2020 est très différente de ce qu'elle était en 1999, lorsque la MINUK a commencé son travail. La Mission a joué un rôle clef dans cette transformation. De concert avec l'Union européenne, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et l'OTAN, elle a promu la sécurité, la stabilité et le respect des droits de l'homme non seulement au Kosovo, mais aussi dans toute la région. Cependant, des défis de taille demeurent, et il importe que les efforts de la MINUK soient soigneusement calibrés afin qu'elle puisse les relever. Nous restons favorables à un examen de la Mission afin de s'assurer qu'elle est en mesure de répondre aux besoins actuels aussi efficacement que possible.

La lutte contre la maladie à coronavirus (COVID-19) doit être la tâche principale du Gouvernement en place au Kosovo, comme elle l'est d'ailleurs pour le Gouvernement serbe et les autres gouvernements du monde. Le Royaume-Uni se tient aux côtés du peuple kosovar pendant cette crise mondiale. L'heure n'est pas aux manœuvres politiques, mais à la coopération, aux niveaux tant national que régional. Suite à la motion de censure du Premier Ministre votée par l'Assemblée du Kosovo, nous appelons tous les acteurs à continuer de respecter la Constitution et à prendre rapidement les décisions qui s'imposent pour que la considération dominante du Gouvernement en place ou du nouveau Gouvernement puisse être celle de protéger la vie de ses concitoyens. Nous saluons le soutien apporté par l'ONU au Gouvernement kosovar pour l'aider à faire face à la crise grâce à la mise en place d'une équipe spéciale interinstitutions chargée de soutenir et de coordonner l'achat et la fourniture de matériel médical. Nous plaidons pour que les choses aillent de l'avant rapidement.

On compte de nombreux exemples positifs de collaboration entre communautés pour lutter contre la COVID-19. Le Conseil devrait se féliciter de la coopération que nous avons récemment constatée entre le Ministre de la santé et le Ministre des communautés et des retours, ainsi qu'entre les maires de Mitrovica-Nord et Mitrovica-Sud sur les questions relatives à la communauté serbe du Kosovo. Nous devrions également saluer et encourager la coopération entre les Ministères de la santé du Kosovo et de la Serbie, à l'instar de la récente réunion virtuelle organisée entre les ministres des deux pays pour discuter de leur réponse à la crise. Je tiens à remercier le Ministère italien des affaires étrangères d'avoir rendu possible un échange aussi constructif. Nous espérons que ces mesures permettront de consolider les bases d'une coopération plus étroite tant à l'intérieur du Kosovo qu'entre le Kosovo et la Serbie, pendant la pandémie et au-delà. L'accès à l'information sur la COVID-19 est essentiel. À cette fin, nous saluons la création par le Gouvernement kosovar d'un site Web multilingue et l'invitons à veiller à ce que toutes les informations relatives à la COVID-19 soient disponibles dans toutes les langues officielles du Kosovo.

Je me fais l'écho du rapport du Secrétaire général en me félicitant des mesures prises au cours de cette période pour accroître la connectivité entre le Kosovo et la Serbie. La normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie reste cruciale pour la stabilité et la prospérité régionales, et elle est dans l'intérêt des deux pays.

Je réaffirme l'appui de longue date du Royaume-Uni au dialogue facilité par l'Union européenne, qui constitue la voie à suivre pour parvenir à un accord juridiquement contraignant, global et durable entre le Kosovo et la Serbie. Nous nous félicitons de la décision prise le 1<sup>er</sup> avril par le Gouvernement en place du Kosovo concernant la levée des droits de douane sur les marchandises en provenance de la Serbie et de la Bosnie-Herzégovine. Nous appelons la Serbie à y répondre positivement et à mettre fin à sa campagne de non-reconnaissance. Nous sommes convaincus que les griefs, y compris ceux portant sur les barrières non tarifaires, peuvent être réglés dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne, s'il existe la volonté et le courage politiques de le faire. Nous attendons des deux parties qu'elles prennent les mesures nécessaires pour reprendre le dialogue le plus tôt possible.

Je voudrais profiter de cette occasion pour saluer la nomination de Miroslav Lajčák en tant que Représentant spécial de l'Union européenne pour le dialogue entre Belgrade et Pristina et les autres questions régionales concernant les Balkans occidentaux. Nous nous réjouissons à l'idée de travailler avec lui, avec nos partenaires du quintette et avec la Serbie et le Kosovo pour parvenir à un accord de normalisation complet, concluant et juridiquement contraignant qui respecte le principe d'intégrité territoriale, soit acceptable pour les citoyens des deux pays et leur apporte des avantages à long terme, ainsi qu'à l'ensemble de la région.

Nous saluons les progrès accomplis par les Chambres spécialisées du Kosovo et le Bureau du Procureur spécialisé. Le Royaume-Uni appuie fermement ces institutions et le travail important qu'elles accomplissent. Nous exhortons les Gouvernements kosovar et serbe ainsi que les membres du Conseil à coopérer pleinement avec elles. La justice doit être rendue aux victimes et à leurs familles. Nous ne pouvons permettre l'existence d'une culture d'impunité pour les crimes les plus graves; ce serait impardonnable et extrêmement préjudiciable à l'état de droit et aux perspectives de réconciliation dans toute la région. Nous regrettons la lenteur des poursuites pour crimes de guerre engagées à l'échelon national et exhortons les autorités du Kosovo et de la Serbie à redoubler d'efforts pour instruire ces crimes du passé.

Nous nous félicitons des progrès réalisés par le Gouvernement kosovar pour faire face aux séquelles des violences sexuelles liées au conflit, avec le premier acte d'accusation déposé par un procureur local pour violence sexuelle liée au conflit en tant que crime de guerre. Nous saluons le travail accompli par la MINUK pour aider les survivants à raconter leur histoire et encourager le Gouvernement kosovar à accorder la priorité à la lutte contre la violence sexuelle. Le Royaume-Uni est déterminé à soutenir les victimes et à prévenir la violence sexuelle sous toutes ses formes. En finançant la campagne « Be My Voice » au Kosovo, nous sensibilisons l'opinion publique et nous nous attaquons de front à la stigmatisation des victimes.

En octobre dernier, le peuple kosovar a voté pour le changement. Ils ont voté pour un Gouvernement qui a promis de s'attaquer à la corruption et de promouvoir le développement économique. Il reste un travail considérable à abattre pour renforcer l'état de droit et remédier aux faiblesses du système judiciaire au Kosovo. Nous exhortons le Gouvernement en place ou le nouveau Gouvernement à s'attacher d'urgence à répondre aux priorités à long terme de la population.

Pour terminer, je voudrais remercier à nouveau le Représentant spécial et son équipe. Nous nous réjouissons à la perspective de continuer à les épauler dans leur important travail.

**Annexe XV****Déclaration de M<sup>me</sup> Cherith Norman-Chalet, Représentante permanente adjointe par intérim des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je tiens à remercier le Représentant spécial Zahir Tanin de son exposé de ce matin. Nous nous félicitons également de la participation des Ministres des affaires étrangères du Kosovo et de la Serbie aujourd'hui.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a démontré que la coopération internationale est plus importante que jamais. Cela est particulièrement vrai dans les Balkans occidentaux. Les États-Unis reconnaissent les efforts notables déployés par les Gouvernements kosovar et serbe pour répondre à la pandémie, et jugent encourageante la coopération accrue entre Pristina et Belgrade pour faciliter la circulation des biens et du personnel essentiels nécessaires à la lutte contre la COVID-19. En outre, je tiens à exprimer notre gratitude au Gouvernement serbe pour son soutien aux vols de rapatriement des citoyens américains et pour l'offre généreuse du Gouvernement kosovar d'apporter son appui aux États-Unis dans la lutte contre la COVID-19.

Les États-Unis sont favorables à des Balkans occidentaux stables, sûrs et prospères, et nous sommes déterminés à aider les pays de la région à progresser sur la voie de leur intégration au sein des institutions occidentales. En outre, nous trouvons encourageant que les dirigeants kosovars et serbes continuent de déclarer qu'ils restent attachés à la normalisation des relations entre les deux pays.

La situation actuelle met en exergue la priorité que les États-Unis ont accordée au resserrement des liens économiques et commerciaux entre le Kosovo et la Serbie. Certes, les droits de douane ont été suspendus, mais le Kosovo doit supprimer toutes les mesures réciproques, et ce, sans délai ni condition. Nous encourageons les deux parties à mettre en œuvre les accords qui aideront les entreprises à prospérer, à ouvrir les horizons économiques de leurs citoyens et à reprendre sérieusement le processus de dialogue.

Aujourd'hui, nous réaffirmons l'importance d'une participation concrète des femmes à la prise de décision et nous nous félicitons des progrès enregistrés récemment en matière de répartition hommes/femmes au sein du nouveau Gouvernement kosovar. De plus, nous escomptons de la classe politique kosovare que, dans le cadre de ses efforts, elle se concentre sur les priorités communes et respecte la Constitution et la loi du Kosovo. Nous saluons aussi la nomination de M. Miroslav Lajčák en tant que nouveau Représentant spécial de l'Union européenne pour le dialogue entre Belgrade et Pristina et les autres questions régionales concernant les Balkans occidentaux. Nous nous réjouissons à la perspective de poursuivre la coordination entre les États-Unis et l'Union européenne dans la région.

Si les circonstances inédites qui marquent la pandémie de COVID-19 révèlent l'importance de la coopération, elles illustrent également le fait que le temps et les ressources du Conseil doivent être utilisés à bon escient, et là où ils sont les plus nécessaires. Les États-Unis réitèrent leur ferme conviction que la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) a depuis longtemps rempli son objectif initial et devrait être clôturée. Les États-Unis sont impatients de collaborer avec les autres membres du Conseil de sécurité pour procéder au retrait de la MINUK et déterminer quel rôle plus pertinent les Nations Unies peuvent jouer pour aider le Kosovo et les Balkans occidentaux à concrétiser tout leur potentiel.

**Annexe XVI****Déclaration de M. Dang Dinh Quy, Représentant permanent de la République socialiste du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), M. Zahir Tanin, de son exposé détaillé. Je me félicite de la participation à la visioconférence du Conseil de sécurité de ce jour de S. E. M. Ivica Dačić, Premier Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la République de Serbie, et de M. Glauk Konjufca.

Je voudrais rappeler qu'il y a sept ans ce mois, la Serbie et le Kosovo ont conclu un accord historique, le Premier Accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations entre les deux pays, également baptisé Accord de Bruxelles. Depuis lors, petit à petit, divers accords portant sur des domaines clefs ont été signés. Ma délégation est également encouragée d'apprendre qu'il y a deux mois, des liaisons de transport ont été établies, avec la reprise des vols directs entre Belgrade et Pristina. Nous nous félicitons également de la tenue de la rencontre de haut niveau.

Toutefois, malgré ces faits nouveaux positifs, des motifs d'inquiétude persistent sur un certain nombre de points. Certes, divers accords ont été signés, mais leur mise en œuvre est quasiment inexistante. Nous avons également observé des comportements et attitudes moins constructifs de la part d'une partie envers l'autre, entre autres choses. Ces obstacles ne contribuent pas à venir à bout des divergences qui subsistent.

Nous exhortons la Serbie et le Kosovo à lever les derniers obstacles. Nous appelons les parties à s'engager dans un dialogue de bonne foi et des négociations pacifiques pour régler leurs différends. Nous sommes favorables à ce que les parties concernées parviennent à un règlement durable et global, conforme aux principes fondamentaux du droit international, à la Charte des Nations Unies et aux dispositions de la résolution 1244 (1999). Dans ce processus, nous nous félicitons de l'appui apporté par la communauté internationale, les Nations Unies et les acteurs régionaux et individuels à la paix et à la stabilité non seulement du Kosovo mais de tous les Balkans, de l'Europe et du monde entier.

Nous sommes heureux de constater qu'en novembre 2019, la MINUK est devenue la première opération de maintien de la paix à obtenir de l'Organisation internationale de la normalisation la norme relative à la gestion de la qualité pour les opérations d'appui à la mission sur le terrain de bout en bout. Nous saluons les efforts déployés par la MINUK pour se rapprocher de toutes les communautés du Kosovo et mener, au cours de la période considérée, diverses activités visant à faciliter la coopération entre Belgrade et Pristina. Nous restons favorables au rôle essentiel que joue la MINUK au Kosovo.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a également touché le Kosovo, où des centaines de cas sont confirmés. Nous sommes vivement préoccupés par l'incidence dévastatrice de la pandémie sur le développement socioéconomique et le bien-être de la population kosovare. À cet égard, nous encourageons la MINUK à mettre en œuvre quatre objectifs clefs fixés pour les opérations de maintien de la paix au regard de la lutte contre la COVID-19, lesquels ont été communiqués au Conseil de sécurité par le Secrétaire général le 9 avril. Dans le même temps, nous exhortons tout le personnel de la mission à se protéger.

## Annexe XVII

### **Déclaration de S. E. M. Ivica Dačić, Premier Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Serbie**

C'est malheureusement alors que le monde entier est confronté au gigantesque défi de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) je m'adresse aujourd'hui au Conseil de sécurité. Je tiens à exprimer l'espoir que nos efforts communs, notre solidarité mutuelle et notre coopération nous permettront de surmonter cette situation difficile dans un avenir très proche. Je saisis l'occasion pour faire part de mes plus sincères condoléances aux familles des victimes de la maladie à coronavirus dans le monde entier et pour exprimer la grande solidarité de la Serbie avec tous les pays touchés par cette pandémie.

Je tiens à souligner à quel point la tenue de la présente visioconférence est importante, car elle fait savoir avec force aux populations du Kosovo-Metohija qu'elles n'ont pas été oubliées en cette heure difficile, et que nous nous occupons plus que jamais d'elles, car nous savons bien que leurs conditions de vie étaient déjà difficiles avant même le déclenchement de la pandémie.

Nous avons pris des mesures déterminées pour aider les Serbes du Kosovo-Metohija à lutter contre l'épidémie – en fournissant des équipements médicaux et de protection et en déployant des médecins et du personnel médical. Mais nous avons également, dès le début, déclaré que nous étions prêts à coopérer sans réserve avec les Albanais et à travailler avec les représentants des institutions provisoires d'administration autonome à Pristina pour combattre l'épidémie. Les personnes qui ont été contaminées au Kosovo-Metohija et qui ont reçu des soins médicaux dans le centre de la Serbie sont aussi bien des Serbes que des Albanais et, la semaine dernière, nous avons fait don de 1 000 kits de détection du coronavirus à l'Institut de santé publique de Pristina.

Je tiens à réaffirmer que la Serbie continuera d'apporter toute l'aide nécessaire et de se montrer solidaire de tous en cette difficile période, et à rappeler que la lutte contre le coronavirus et la protection des vies humaines sont la priorité absolue aujourd'hui. Dans ce contexte, je ne m'attarderai que brièvement sur la période considérée dans le rapport du Secrétaire général (S/2020/255).

La Serbie a démontré à maintes reprises, et plus particulièrement au cours de l'année écoulée, son engagement ferme à trouver une solution de compromis à la question du Kosovo-Metohija permettant d'instaurer durablement la paix et la stabilité, ainsi que sa volonté de parvenir à une solution au titre de laquelle aucune des parties n'obtiendrait tout ce qu'elle réclame, mais y trouverait suffisamment son compte de façon à ce que cette solution soit durable et à long terme. La Serbie a fait preuve de retenue face à toutes les mesures unilatérales et discriminatoires des institutions provisoires d'administration autonome de Pristina, tout en s'abstenant de prendre des contre-mesures et en agissant comme un partenaire responsable, qui contribue à la stabilisation de la situation et à la création de conditions propices à un dialogue sans heurts.

Nous avons espéré que les élections qui ont eu lieu au Kosovo-Metohija en octobre et la nomination de nouvelles autorités en février de cette année seraient une bonne occasion pour les institutions provisoires d'administration autonome de Pristina d'ouvrir un nouveau chapitre en ce qui concerne leur approche du dialogue, de montrer enfin qu'elles sont prêtes à dialoguer et de révoquer la décision controversée relative à l'imposition de droits de douane, qui est à l'origine de l'impasse dans laquelle se trouve le dialogue depuis longtemps. Mais nous nous sommes retrouvés face à des positions encore plus extrêmes et à un manque absolu de bonne volonté

en faveur du dialogue, comme le démontrent incontestablement le programme présenté et les décisions prises par le Gouvernement d'Albin Kurti. Son approche du dialogue se reflète également dans sa position quant aux droits de douane imposés par Pristina sur les marchandises en provenance de Serbie centrale et de Bosnie-Herzégovine – qui a eu de graves répercussions politiques et économiques en Serbie et dans la région dans son ensemble.

Malgré tout cela, la Serbie a maintenu son engagement à régler toutes les questions concernant la vie de nos citoyens, tout en s'efforçant de promouvoir la connectivité et la liberté de mouvement ainsi que la libre circulation des biens, des capitaux, des services et des personnes. Dans cette optique, et en gage de bonne volonté, nous avons récemment signé des lettres d'intention en vue d'établir une liaison aérienne et ferroviaire entre Belgrade et Pristina, et publié une déclaration d'intention pour finaliser la construction d'une autoroute reliant les deux villes. Je saisis cette occasion pour exprimer ma gratitude à l'Ambassadeur Richard Grenell, Envoyé spécial du Président des États-Unis, pour son initiative et tous les efforts qu'il a déployés en vue de la conclusion de cet accord.

L'appui et l'assistance dans le cadre du dialogue sont toujours les bienvenus. Nous espérons qu'un nouvel élan sera également imprimé à l'engagement de l'Union européenne à la suite de la nomination de M. Miroslav Lajčák en tant que Représentant spécial de l'Union européenne pour le dialogue entre Belgrade et Pristina et que les conditions pour la poursuite du dialogue seront en place lorsque cette pandémie aura pris fin. Tout ce qu'il faut est que Pristina fasse un pas en avant.

De nombreux appels ont été lancés par toutes les parties concernées en faveur de la suppression de ces droits de douane que rien ne justifie, y compris durant les séances du Conseil de sécurité, mais Pristina a toujours refusé de le faire. Nous avons récemment été informés que Kurti avait pris la décision de supprimer les droits de douane, tout en imposant en même temps des « mesures de réciprocité ». Cette décision malhonnête de Pristina ne vise qu'à jeter la poudre aux yeux de tous ceux qui réclamaient la levée des droits de douane, mais ne change pratiquement rien par rapport aux mesures précédentes.

C'est pourquoi je voudrais rappeler une fois de plus que la résolution 1244 (1999) reste le seul document valable de l'ONU, qui doit être respecté, et que Pristina a l'obligation d'établir la communauté des municipalités à majorité serbe au titre de l'Accord de Bruxelles.

Je voudrais saisir cette occasion pour demander une fois de plus qu'on reprenne le dialogue et qu'on s'abstienne de toute action unilatérale. Plus que jamais, la situation actuelle nous a appris que nous devons compter les uns sur les autres et être conscients de l'importance de la coopération et de la connectivité. Malheureusement, le climat politique actuel au Kosovo-Metohija a fait que même l'assistance et la solidarité de la Serbie dans la lutte contre la COVID-19 ont été politisées et mal interprétées au moyen d'attaques brutales et d'accusations déplacées, qui ont été condamnées par la communauté internationale tout entière. Il nous incombe donc de mettre de côté nos divergences une fois que nous en aurons fini avec la pandémie de coronavirus et d'adopter des décisions et des solutions qui permettront à toutes les communautés du Kosovo-Metohija de mener une vie normale et pacifique.

Je tiens à réitérer que nous estimons qu'il est inacceptable d'établir une quelconque corrélation entre l'imposition de tarifs qui vont à l'encontre de toute civilisation et les décisions de révoquer les reconnaissances de la déclaration unilatérale d'indépendance du soi-disant Kosovo, surtout si l'on tient compte du fait que Pristina, de son propre aveu, a continué à faire pression dans le monde entier en faveur de la reconnaissance du soi-disant « Kosovo », et qu'elle a bénéficié à cet égard

de l'appui inconditionnel de certains membres du Conseil, comme elle l'affirme. Si les membres demandent que nous cessions de faire campagne pour la révocation des déclarations de reconnaissance, ne serait-il pas parfaitement logique qu'ils cessent d'abord de faire pression en faveur de la déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo et demandent aux soi-disant autorités kosovares de faire de même ?

En février de cette année, après la publication d'informations fallacieuses selon lesquelles la Jamaïque aurait reconnu la déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo, les représentants de Pristina, notamment Hashim Thaçi et Behgjet Pacolli, ont exprimé leur gratitude à Eliot Engel, membre du Congrès américain, pour son aide. Dans une lettre adressée au Secrétaire d'État Michael Pompeo, M. Engel et le sénateur Robert Menendez ont demandé à être informés « des raisons pour lesquelles l'administration [américaine] n'avait ni imposé ces sanctions ni exercé des pressions sur la Serbie pour qu'elle mette un terme à sa campagne mondiale de non-reconnaissance ». Je voudrais qu'on me dise comment de telles mesures pourraient être considérées comme contribuant à la création d'un climat propice à la poursuite du dialogue. Ce n'est que si tout le monde cesse d'exercer des pressions qu'on pourra demander à la Serbie de faire de même.

Au cours de la période précédente, nous avons été particulièrement préoccupés par deux questions très importantes concernant les annonces d'intentions de rendre le service militaire obligatoire au Kosovo-Metohija et d'adopter la prétendue loi sur les crimes de guerre, le génocide et la prétendue agression serbe. Je voudrais rappeler aux membres qu'une séance extraordinaire du Conseil de sécurité a été organisée en décembre 2018 (voir S/PV.8427) pour examiner la question de la création annoncée des prétendues « Forces armées du Kosovo » et qu'à cette occasion, et à plusieurs reprises par la suite, nous avons mis en garde contre les graves conséquences qu'auraient de telles mesures, car elles menaceraient immédiatement la sécurité des Serbes au Kosovo-Metohija et entraîneraient une grave détérioration des conditions de sécurité dans la région. La déclaration concernant le service militaire présage un autre acte unilatéral et absolument inacceptable de la part de Pristina, en violation de la résolution 1244 (1999) et du mandat de la Force du Kosovo dont elle porte création, en tant que seule structure militaire légale et légitime dans la province.

En ce qui concerne l'annonce d'engager des procédures judiciaires contre la Serbie devant la Cour internationale de justice pour génocide présumé, elle a été clairement motivée par les tentatives de Pristina de détourner l'attention de la question des procès pour les crimes commis par la soi-disant Armée de libération du Kosovo (ALK), surtout maintenant qu'il est devenu évident que très probablement, des actes d'accusation seront bientôt présentés aux Chambres spécialisées, après des années de retard.

Si nous voulons effectivement bâtir un avenir commun, nous sommes également tenus d'agir de manière responsable et de dire que ceux qui ont le plus souffert durant le conflit au Kosovo-Metohija étaient les civils innocents, indépendamment de leur ethnie. Nous ne pouvons permettre à une partie de s'accaparer le rôle d'unique victime tout en niant les crimes commis contre la population serbe. Les familles d'agriculteurs assassinées à Staro Gracko, les enfants de victimes à Goraždevac, les victimes du massacre du lac Radonjic et des assassinats de Klecka ainsi que chacun des 200 000 Serbes du Kosovo-Metohija persécutés par la soi-disant Armée de libération du Kosovo, dont seulement 1,9 % ont été rapatriés durablement et qui ne peuvent pas rentrer chez eux au Kosovo-Metohija pour des raisons de sécurité après plus de 20 ans, méritent tous des réponses. Nous espérons donc que les activités des Chambres spécialisées qui sont saisies des crimes commis au Kosovo-Metohija contribueront à rendre la justice pour tous.

En cette période où le monde entier est confronté à un des plus grands défis du siècle et où nous devons faire preuve de maturité et de sérieux, les autorités de Pristina ont montré qu'elles ne considèrent pas la sécurité et la vie des citoyens comme une priorité absolue et que rien ne leur importe plus que de savoir qui va s'emparer du pouvoir politique. Elles font montre d'une incompréhension totale de ce que constitue une approche responsable, et elles ne s'attaquent pas aux problèmes difficiles qui nous touchent tous actuellement.

Les messages politiques envoyés par les représentants de l'ex-nouveau Gouvernement, qui a été congédié moins de deux mois seulement après l'adoption d'une motion de censure, peuvent être pris ou pas au sérieux, ou considérés comme ne servant que des intérêts politiques locaux ou s'adressant à un public international. Cependant, il est avéré que chaque parole prononcée à tout moment et chaque décision que nous prenons peuvent avoir des conséquences imprévues pour tous les citoyens. Le poids de la responsabilité n'en est que plus lourd lorsqu'on est confronté à une situation délicate, comme dans le cas du Kosovo-Metohija. Les principales victimes d'une conduite politique qui ne trahit aucune aspiration à une solution de compromis qui satisferrait les intérêts des parties serbe et albanaise ne sont pas les personnalités politiques, mais les Serbes du Kosovo-Metohija, qui sont victimes d'agressions physiques, de menaces et qui sont exposés à des discours de haine au quotidien, ainsi que les Albanais qui se précipitent maintenant en Serbie pour recevoir des soins médicaux. En conséquence, il incombe aux dirigeants politiques de ne pas créer de contextes qui empêcheraient une société de se développer pour devenir démocratique et moderne.

Malheureusement, je ne peux que conclure que les personnalités politiques de Pristina ont, par leur comportement en ces temps difficiles, une fois de plus confirmé ce qui était clair pour tout le monde, mais que certains membres du Conseil se refusent à admettre, à savoir que le projet visant à créer un État du Kosovo indépendant était une grave erreur commise par une partie de la communauté internationale, et que des États ne peuvent être créés par des décisions unilatérales.

Je réitère une fois de plus la ferme conviction de la République de Serbie que les problèmes doivent être réglés par le dialogue, et nous espérons que les conditions nécessaires seront réunies au plus vite à cette fin. L'objectif de la Serbie est que nous bâtissions un avenir commun en menant une politique de paix et de coopération.

## Annexe XVIII

### Déclaration de M. Glauk Konjufca

C'est pour moi un grand honneur et un privilège que de prendre la parole devant les membres du Conseil de sécurité en ma qualité de Ministre des affaires étrangères de la République du Kosovo.

Au nom du Gouvernement de la République du Kosovo, de ses citoyens et en mon nom propre, je saisis cette occasion pour présenter nos sincères condoléances aux familles qui ont perdu des proches du fait de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) dans le monde entier, et en particulier dans les pays membres du au Conseil de sécurité.

Avant l'apparition des premiers cas de COVID-19 au Kosovo, le 11 mars, notre gouvernement a pris des mesures de prévention immédiates, notamment en fermant les écoles et en interdisant les vols. Grâce à cette mobilisation rapide, professionnelle et efficace, le nombre de personnes infectées par la COVID-19 au Kosovo est relativement faible, et le nombre de morts liées au virus dans le pays est inférieur au nombre de victimes recensées dans d'autres pays de la région.

Le 6 octobre 2019, des élections parlementaires ont été organisées en République du Kosovo. Elles ont illustré un degré élevé de conscience démocratique de la part des citoyens kosovars et ont été évaluées favorablement par les observateurs internationaux. L'opposition a gagné les élections, et le mouvement politique que je représente, Lëvizja Vetëvendosje! – qui signifie « Mouvement de l'autodétermination ! » – a obtenu la majorité relative au Parlement de la République du Kosovo. Les citoyens ont confié au Premier Ministre Albin Kurti le mandat de gouverner le pays.

Le taux de participation aux élections dans les municipalités à majorité serbe était plus élevé que dans les municipalités à majorité albanaise. Les représentants de la minorité ethnique serbe au Kosovo n'ont gagné que six sièges grâce au scrutin mais, comme le garantit la Constitution, ils ont également obtenu quatre sièges supplémentaires. Il en a été de même pour d'autres minorités ethniques dans le pays. Même si le processus de dépouillement et de recomptage a pris un certain temps, le transfert du pouvoir s'est déroulé normalement. En conséquence, les élections du 6 octobre 2019 constituent une avancée importante pour la démocratie au Kosovo.

La résolution 1244 (1999) a été adoptée dans un contexte différent. Son objectif était de remédier à la catastrophe humanitaire, de mettre un terme aux affrontements, de permettre aux réfugiés de rentrer chez eux et de mettre fin au nettoyage ethnique au Kosovo après la mise en œuvre d'un terrible projet hégémonique par la Serbie. La situation a considérablement évolué depuis. Comme le reflète le rapport du Secrétaire général (S/2020/255), le Kosovo n'a pas connu de conflits interethniques au cours des six derniers mois. Le moment est donc venu pour la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo de mener à terme sa mission.

Durant le premier mois qui a suivi ma prise de fonction en tant que Ministre des affaires étrangères, j'ai participé à un certain nombre de réunions régionales avec les pays des Balkans occidentaux, et des représentants de la Serbie étaient présents à toutes ces réunions. L'impression que m'ont laissé ces réunions est que la Serbie n'est toujours pas prête à accepter le simple fait que le 22 juillet 2010, la Cour internationale de Justice à La Haye a gravé dans le marbre l'héritage et la légitimité de l'indépendance de la République du Kosovo, qui est irréversible. Prenons un moment pour nous remémorer la déclaration explicite de la Cour, qui

« est d'avis que la déclaration d'indépendance du Kosovo adoptée le 17 février 2008 n'a pas violé le droit international. »

Plus tôt la Serbie le comprendra, plus les avantages seront nombreux pour elle, pour nous et pour notre région.

Je sais que certains des États représentés aujourd'hui au Conseil de sécurité n'ont pas reconnu le Kosovo en tant qu'État souverain indépendant. Cependant, une majorité écrasante de Membres des Nations Unies ont reconnu la République du Kosovo. J'invite tous les Membres à le faire. Ainsi par ce geste, ils respecteraient non seulement la volonté légitime de la majorité absolue des citoyens du Kosovo, mais aussi la décision de la Cour internationale de Justice, en plus d'encourager la paix et la coopération dans notre région.

Le rapport du Secrétaire général cite les chiffres du Comité international de la Croix-Rouge, indiquant que 1 646 personnes sont toujours portées disparues depuis la guerre au Kosovo en 1999. La plus connue d'entre elles est le professeur Ukshin Hoti de l'université de Pristina. Le professeur Hoti a été vu pour la dernière fois le 16 mai 1999, dans la prison de Dubravë. Le régime serbe l'avait arrêté pour des raisons politiques, et il devait être libéré ce jour-là après avoir passé cinq années enfermé comme prisonnier politique. Les gardiens l'ont fait sortir de sa cellule, et on ne l'a plus jamais revu. Où est Ukshin Hoti ? Il était entre les mains des institutions de l'État serbe. Il y a 1 645 autres personnes comme le professeur Hoti. L'État et la société du Kosovo ont le droit de savoir où se trouve Ukshin Hoti. Où sont les 1 646 Kosovars qui ont disparu ?

Une autre tragédie qui s'est immiscée dans la vie de nombreux Albanais et Albanaises depuis la guerre de 1999, c'est le viol. Il s'agit d'une question extrêmement sensible, et il n'est pas surprenant que beaucoup de ces femmes et de ces hommes ne veulent pas être enregistrés ou identifiés par peur de revivre l'horreur. Malgré tout, il y a des femmes courageuses qui ont décidé d'affronter leurs craintes et de se manifester. Par exemple, en 2013, Marte Tunaj a été la première femme à témoigner ouvertement de son viol ; elle est décédée en mai 2016 alors qu'elle touchait une pension de 96 euros. M<sup>me</sup> Vafrije Krasniqi-Goodman a poursuivi la noble mission de Marte Tunaj en évoquant inlassablement le mal qui fait souffrir toute une nation. Récemment, M<sup>me</sup> Shyhrete Tahiri-Sylejmani a également fait preuve d'une force de caractère inégalée en décidant de parler de son expérience. Aujourd'hui, je remercie ces femmes pour leur courage et pour avoir incité et encouragé d'autres femmes et d'autres hommes à demander justice. La plupart des coupables étaient des soldats ou des policiers serbes. Le viol est un crime de guerre. Nous demandons à la Serbie de donner les noms de ses soldats et de ses policiers qui ont violé des femmes et des hommes d'origine albanaise. Justice doit être faite.

L'une des dernières injustices en date du Gouvernement de Belgrade est l'arrestation de notre concitoyen Nezir Mehmetaj. Il a été arrêté par les autorités serbes à la frontière entre la Serbie et la République du Kosovo le 3 janvier dernier. La famille de M. Mehmetaj a expliqué que cela fait environ 30 ans que lui et ses proches vivent en Suisse. M. Mehmetaj étant diabétique, sa santé s'est considérablement détériorée depuis sa détention. Je demande aux Représentants permanents des Membres des Nations Unies d'user de leur autorité et d'intercéder pour réclamer la libération de M. Mehmetaj de la prison serbe où il est enfermé.

Les relations de notre pays avec la Serbie restent difficiles. Le Gouvernement de la République du Kosovo est convaincu qu'elles ne pourront s'améliorer que par l'intermédiaire d'un dialogue sincère et constructif, d'égal à égal. Pour instaurer un tel climat, le 1<sup>er</sup> avril, notre gouvernement a décidé de lever la taxe de 100 % sur les marchandises en provenance de Serbie et de Bosnie-Herzégovine qui avait été imposée par le Gouvernement précédent. Dans le même temps, nous avons pris des mesures de réciprocité graduelles pour contrebalancer les nombreuses barrières non tarifaires que la Serbie impose sur nos marchandises. Nous sommes convaincus que, pour instaurer des relations normales et contribuer à la stabilité dans la région, il faut que la Serbie abaisse ses barrières commerciales non tarifaires, mette fin à

---

sa campagne de non-reconnaissance du Kosovo et cesse de financer ses structures parallèles dans notre pays.

Le Premier Ministre Kurti a récemment envoyé une lettre au Président des États-Unis, M. Donald Trump, au sujet du dialogue avec la Serbie. Il a eu une conversation téléphonique avec la Chancelière allemande, Angela Merkel, le 23 mars, et une autre avec le Président français, Emmanuel Macron, le 9 avril. À chaque fois, le Premier Ministre Kurti a clairement exposé la position du Kosovo en faveur de la recherche d'un dialogue d'égal à égal, qui ne porte pas atteinte à l'intégrité territoriale ni au caractère unitaire de notre État, qui s'emploie à améliorer les relations entre le Kosovo et la Serbie et qui aboutisse idéalement à une reconnaissance mutuelle.

Pour des raisons de culture, de géographie et d'histoire, l'avenir du Kosovo est au sein de la famille européenne des démocraties. C'est pourquoi nous sommes déterminés à poursuivre l'objectif d'une adhésion pleine et entière à l'Union européenne dès que possible et à mettre en œuvre les réformes nécessaires à cette fin. De même, nous sommes pleinement engagés à rejoindre l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et nous prendrons toutes les mesures requises pour y parvenir. Sur la question de la sécurité, le Kosovo a proclamé son attachement à la paix et à la stabilité dans la région de l'Europe du Sud-Est. L'indépendance du Kosovo est un facteur de paix et de stabilité pour la région, et nous faisons partie de la coalition internationale contre le terrorisme et le fondamentalisme.

La République du Kosovo se réjouit à la perspective de travailler avec tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies pour faire avancer notre objectif commun de paix et de sécurité dans le monde.

---